

---

**Actes de la troisième Conférence internationale sur la Francophonie économique**

*VERS UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE, VERTE ET INCLUSIVE*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 16 – 18 mars 2022

---

**LA FRANCOPHONIE : UNE OUVERTURE POUR LES RESEAUX PROFESSIONNELS**

**MARIE-LAURE KONAN**

Directrice Générale, Accueil Liaison pour Arrivants – ALPA

**YANNICK BOUCHER**

Directeur du développement stratégique et de la recherche – ALPA, Québec, Canada

**RÉSUMÉ** – La COVID est venue révéler la fragilité de l'économie des sociétés à démographie vieillissante. En contrepartie les populations de la francophonie, en l'occurrence africaine, jouissent d'une jeune population. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a déjà réfléchi à un visa francophone de circulation afin de favoriser la coopération multilatérale francophone ; l'usage du français dans le monde de l'économie, du travail et de l'éducation. Ces jeunes qui vont entrer ou sont entrés sur le marché du travail doivent pouvoir jouir de manière libre et facile d'un réseau francophone fier de cette langue de partage. À l'instar des migrations pendulaires urbaines et nationales, nous pourrions imaginer des migrations temporaires et circulaires à l'échelle de la francophonie où des ressources humaines se déplacent et contribuent aux différentes économies. Au-delà de l'idée de "fuite des cerveaux" des pays en développement vers les pays développés, cette libre circulation est, selon nous, un trajet en pointillés, avec des étapes, des retours, et elle tisse un ensemble de liens entre la région de départ et celle d'arrivée, contribuant à une forme d'enrichissement et de soutien mutuel entre pays de la zone francophones.

Dans un premier temps, nous verrons dans cette communication, comment favoriser la vitalité du français dans le monde professionnel notamment en promouvant un réseau professionnel francophone pérenne et performant. Notre proposition appelle une autre question décisive à savoir la libre circulation des personnes dans l'espace francophone. Comment promouvoir le français et l'échange entre jeunes professionnels francophones s'ils n'ont pas la possibilité de circuler librement et surtout facilement ? Et si l'une des réponses à la relance économique post Covid résidait dans le savant partage des ressources humaines et de la main-d'œuvre au sein de la francophonie ?

S'appuyant sur 37 années d'expérience en accompagnement socioprofessionnel des migrants part notre organisme (Accueil et Liaison pour Arrivants – ALPA), nous exposerons dans une seconde partie les moyens à envisager pour faciliter les échanges et la mobilité. Nous avançons la thèse que réseau professionnel, vitalité du français et monde francophone peuvent aller de pair et être l'exemple d'une belle réussite si de vrais moyens sont développés à cet effet. Convaincus que le dynamisme de la francophonie ne dépend pas seulement des institutions internationales, et que les organismes

communautaires (OBNL) et de la société civile doivent y prendre part, nous proposons l'idée d'une francophonie polycentrique, unie et diverse. Après tout, ces deux questions du réseau professionnel et de la mobilité ouverte essaient de faire face aux exigences du monde d'aujourd'hui, un monde globalisé où le concept même de frontière évolue et où les économies fragilisées de part et d'autre ont tout intérêt à collaborer.

**Mots-clés :** migration, francophonie, réseaux professionnel, libre

*Les idées et opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement celles de l'OFE ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité de ou des auteurs.*

Gille Vigneault, un grand poète, auteur et chanteur québécois, aujourd'hui âgé de 94 ans, a déjà dit à propos de la francophonie, que « c'est un vaste pays, sans frontières. C'est celui de la langue française. C'est le pays de l'intérieur. C'est le pays invisible, spirituel, mental, moral qui est en chacun de vous. » Nulle volonté ici de nier l'existence des frontières politiques, tous les migrants savent qu'elles sont bien réelles, mais davantage l'idée de mettre de l'avant ce qui nous unis, plutôt que ce qui nous divise. Les deux dernières années de pandémie sont venues révéler aussi bien les inégalités à l'intérieur des territoires nationaux que ceux entre pays, mais également notre commune humanité. Comme le faisait remarquer le sociologue britannique Anthony Giddens dans son livre « Les conséquences de la modernité » au sujet du rétrécissement de l'espace-temps, les facteurs liés à la modernité (développement technologique, satellitaire, démocratisation du transport aérien, etc.) associés aux enjeux climatiques et pandémiques cultivent comme jamais dans l'histoire une communauté de destin pour l'humanité.

C'est ainsi que la COVID-19 est venue mettre au grand jour la fragilité des économies des sociétés à démographie vieillissante. Dans une étude du Conseil du patronat du Québec (CPQ), l'institution se penche sur le phénomène du vieillissement et la place des aînés au Québec.<sup>1</sup> L'enjeu est de taille alors que le budget du gouvernement consacré à la santé va s'accroître dans les prochaines années. Bien qu'annoncée depuis longtemps, la population active du Québec diminue depuis 2014 avec, chaque jour, moins de travailleurs disponibles à l'emploi. C'est toutefois pendant la pandémie que la prise de conscience s'est généralisée. Le taux de chômage à 4,5 % est aujourd'hui sous la barre du plein-emploi, amplifiant une pénurie sans précédent, et cette crise de la main-d'œuvre ne fait que commencer avec près de 280 000 postes vacants. Pendant ce temps, le nombre de personnes de plus de 75 ans au Québec doublera d'ici 2040, et celui des 85 ans et plus devrait tripler sur la même période. La pression sur le réseau de la santé va s'accroître, autant en coûts qu'en livraison de services. D'après les projections de la Chaire en fiscalité et en finances publiques, la facture passera de près de 52 G\$ en 2022 à quelque 127 G\$ en 2041. Selon toute vraisemblance, la croissance économique ne pourra pas assumer cette augmentation. De l'avis de Karl Blackburn, président et chef de la direction du CPQ : « Le visage du Québec est en train de changer. Déjà réduite, la disponibilité des travailleurs sera progressivement restreinte, faisant place à plus de personnes âgées que celles en âge de travailler. En tant que société, le moment est décisif : il faut préparer le terrain à ce changement démographique majeur. »

---

<sup>1</sup> [https://www.cpq.qc.ca/workspace/uploads/files/faire\\_les\\_bons\\_choix\\_pour\\_nos\\_aines.pdf](https://www.cpq.qc.ca/workspace/uploads/files/faire_les_bons_choix_pour_nos_aines.pdf)

En contrepartie, les populations de la francophonie, en l'occurrence africaine, jouissent d'une jeune population. Selon les données de l'Union Africaine, l'Afrique a la population la plus jeune au monde avec plus de 400 millions de jeunes âgés de 15 à 35 ans. D'une manière inquiétante, les milliers de jeunes Africains désespérés, qui s'échouent sur les plages du Nord chaque année, suscitent l'indignation dans le monde entier. Tout aussi déplorable est l'exode silencieux de la jeune élite du continent vers l'occident, en quête d'une « vie meilleure ».

D'après la Banque africaine de développement, les jeunes représentent 60 % de la population africaine sans emploi.<sup>2</sup> Ces jeunes de la francophonie, fière de cette langue de partage, et qui souhaitent entrer ou sont entrés sur le marché du travail demandent de pouvoir jouir de manière libre et facile d'un réseau d'emplois et de formations qui dépasse bien souvent les frontières de l'État-nation, voir du continent africain. Les solutions politiques proposées à la fuite de la main-d'œuvre et des cerveaux d'Afrique vers d'autres horizons résident principalement dans la mise en œuvre de stratégies orientée vers la jeunesse, l'emploi, l'innovation, l'intégration et l'investissement. Malgré la nécessité des efforts politiques pour propulser l'économie du continent, nous sommes convaincus que nous ne pouvons mettre de côté cette volonté des jeunes de circuler librement et de manière sécuritaire afin de vivre de nouvelles expériences, acquérir de nouvelle compétence, etc. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) avait d'ailleurs réfléchi dans le passé à un visa francophone de circulation afin de favoriser la coopération multilatérale francophone afin de valoriser l'usage du français dans le monde de l'économie, du travail et de l'éducation. L'idée n'est pas nouvelle.

Cependant, cette proposition passe davantage par l'immigration temporaire que permanente. Les politiques migratoires de plusieurs pays sont certes basées sur une sélection et un tri des candidats au départ (basé sur le capital humain), mais essentiellement pour une migration permanente : Canada, États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande. D'autres comme les pays du Moyen-Orient restreignent la fixation des travailleurs étrangers. L'Europe quant à elle se situe à un niveau hybride.

À l'instar des migrations pendulaires urbaines et nationales, nous pourrions imaginer des migrations temporaires et circulaires<sup>3</sup> à l'échelle de la francophonie où des personnes se déplacent et contribuent aux différentes économies. Au-delà de l'idée de « fuite des cerveaux » des pays en développement vers les pays développés, cette libre circulation est, selon nous, un trajet en pointillés, avec des étapes, des retours, et elle tisse un ensemble de liens entre la région de départ et celle d'arrivée, contribuant à une forme d'enrichissement et de soutien mutuel entre pays de la zone francophones.

À cet effet, la migration circulaire fut une pratique ancienne pour de nombreux Sénégalais<sup>4</sup> avant qu'elle ne soit inscrite dans l'agenda international comme une piste de gestion concertée des migrations internationales. Il nous faut donc différencier les migrations circulaires fondées sur des accords bilatéraux qui organisent le recrutement des migrants, et celle spontanée qui dépendent du contexte migratoire (migrations familiales, migrations saisonnières, migrations transfrontalières). Selon la définition du CARIM, « la migration circulaire est temporaire, renouvelable, circulatoire, légale, respectueuse du droit des migrants et gérée selon l'offre et la demande de travail disponibles ». Nous pouvons donc définir la migration circulaire comme « le mouvement fluide de

---

<sup>2</sup> <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/the-youth-africas-most-valuable-resource-for-economic-transformation-18411>

<sup>3</sup> TARRIUS, Alain (1992) Circulation des élites professionnelles et intégration européenne.

<sup>4</sup> Il en a été ainsi pendant très longtemps pour l'exode rural vers les villes, les migrations saisonnières rurale-rurales et aussi les migrations de la Vallée du fleuve Sénégal vers la France (connus sous le nom de phénomène noria) ou vers les pays africains.

personnes entre pays, y compris le mouvement temporaire ou de long terme, pouvant être profitable à tous ceux qu'il implique, s'il est volontaire et lié aux besoins de travail des pays d'origine et de destination » (OIM, 2008).<sup>5</sup> Les migrations circulaires du fait de l'intensité des allers et retours favorisent le convoiement de biens et argent par les migrants eux-mêmes<sup>6</sup>, et par conséquent, un retour d'investissement sous des formes variées : transferts de connaissances, de compétences, de technologie, etc. On entend souvent : « changer de pays si on ne peut pas changer le pays ». Et si changer de pays de façon temporaire permettrait de changer le pays.

Les définitions de la migration circulaire que nous venons d'exposer posent dès lors la question d'un nouvel espace économique de travail et de circulation pour la main d'œuvre. Elles posent inévitablement la question de la mise en place d'un cadre politique de gestion de la migration engageant formellement les pays concernés. Elle doit par conséquent être une option politique d'une gestion concertée de la migration.

### **Québec-Sénégal : des initiatives porteuses**

Bien que la francophonie a pris initialement naissance autour de la langue et des questions culturelles, les changements ne surviennent jamais à la vitesse qu'on veut, et les résultats de la francophonie comme vecteur de développement économique reste limités. La francophonie doit plus que jamais se tourner vers l'économie et sortir du sillon de ses réflexions habituelles liées à la langue et à la culture.

Si l'importance du Québec dans le domaine de la formation de la jeunesse africaine, sénégalaise en particulier, dans les universités québécoises n'est plus à prouver (quelque 5300 Sénégalais ont obtenu leur formation supérieure au Québec ou au Canada, résultat de nombreuse collaboration entre l'IAN, l'Université du Québec à Chicoutimi, l'Université Laval, etc.), les investissements canadiens, québécois en particulier, sont pratiquement inexistant. Ces efforts que nous avons faits dans l'enseignement doivent aujourd'hui aussi se traduire par l'accroissement des investissements québécois au Sénégal. Selon l'Organisation internationale de la Francophonie, les pays francophones représentent aujourd'hui 16 % du PIB mondial, avec un taux de croissance moyen de 7 % (avant la pandémie).

Dans la pratique, deux pays partageant des liens linguistiques tendent à échanger environ 65 % plus que s'ils n'en avaient pas. Nous devons plus que jamais développer les échanges avec le continent et y multiplier les initiatives pour convaincre que nous souhaitons bâtir ensemble dans la durée. Notons qu'Investissement Québec International (IQI) envisage d'envoyer un représentant permanent à Dakar en 2022, justement pour renforcer notre présence économique. Par ailleurs, la volonté du gouvernement du Québec d'établir des liens avec le Sénégal se traduit également par l'installation d'une délégation du Québec à Dakar depuis 2018. Véritable ambassade, aux côtés de celle de la fédération canadienne, cette représentation joue un rôle politique et culturel, mais plus encore, un rôle économique. Identifié comme l'un des cinq piliers de la « Vision Afrique » du gouvernement, le volet économique doit prendre de l'ampleur à mesure que se développeront les partenariats à travers le continent. Pour cela, la délégation travaille selon trois axes : améliorer le ressenti des acteurs publics et privés québécois qui cherchent à travailler avec l'Afrique ;

---

<sup>5</sup> OIM, 2008, World Migration 2008, Managing Labor Mobility in the Evolving Global Economy, World Migration Report, vol. 4, Geneva

<sup>6</sup> En privilégiant dans le recrutement les candidats ayant des compétences ou motivés pour acquérir des compétences afin de les valoriser au retour; ainsi que les candidats ayant un projet d'investissement de retour afin d'utiliser les ressources de la migration circulaire comme pécule de financement ou de garantie pour l'accès à un financement.

poursuivre les actions de coopération engagées par le Québec depuis cinquante ans sur le continent et, depuis un an et demi, assurer la promotion de la politique migratoire de la province destinée à alimenter son marché du travail en recrutant localement.

Nous ne disposons évidemment pas des moyens financiers de la Chine ou d'autres pour exister sur le continent. Nous devons nous appuyer sur les secteurs stratégiques qui font depuis longtemps notre renommée à l'international, dans les infrastructures et l'énergie, les mines et l'agriculture, et bien sûr, la formation. Le Québec occupe une place stratégique en Amérique du Nord. Il possède le double avantage d'être une porte d'entrée vers le marché nord-américain et de bénéficier d'opportunités d'affaires à travers la planète grâce à son caractère français. J'attends souvent les Africains dire qu'ils apprécient notre pragmatisme nord-américain, basé sur une culture des résultats, que nous pouvons aussi leur proposer en français. À nous de faire savoir aux personnes sur ce continent que nous existons et que nous pouvons être le partenaire qu'ils recherchent dans des domaines d'activité correspondant à leurs besoins.

Ainsi le *Québec inc.*<sup>7</sup> doit mettre l'accent sur des secteurs porteurs pour l'Afrique, tels l'énergie, les technologies vertes, l'agriculture, les infrastructures et tout ce qui touche le numérique. « Il faut encourager activement les *start-up* locales, dont certaines sont fondées par la diaspora », a déclaré Oumar Diallo (directeur de la fintech et de l'innovation à l'Autorité des marchés financiers, l'AMF) en donnant l'exemple de Yulcom Technologies. Cette firme montréalaise dirigée par Youmani Jérôme Lankoandé, originaire du Burkina Faso, a signé une entente avec Développement international Desjardins. L'objectif est de concevoir une offre de service numérique enrichie destinée à soutenir l'inclusion financière des populations marginalisées dans les pays en développement et émergentes. Je dois également mentionner que notre organisation (Accueil Liaison pour Arrivants - ALPA) développe en ce moment même avec Yulcom une plateforme en ligne (la Zone intégration) pour mieux répondre aux nombreux besoins des personnes immigrantes sur le territoire québécois, mais également pour ceux au pays d'origine détenant un certificat de sélection du Québec (CSQ).

L'Afrique est un continent d'opportunités pour les gens d'affaires québécois, pour peu que ceux-ci changent d'approche et développent une proximité avec les pays à fort potentiel.<sup>8</sup> Pour Iya Touré (Délégué général du Québec à Dakar) : « après la langue, la proximité est un élément fondamental ; la connexion aérienne sera déterminante dans le processus de rapprochement entre l'Afrique de l'Ouest et le Québec ». Karl Blackburn, président et chef de la direction du Conseil du Patronat (CPQ), précise que la dernière année nous a rappelé à quel point le monde est petit, interconnecté et capable de s'unir pour vaincre les limites imposées par la crise sanitaire. Les entreprises québécoises ont, maintenant plus que jamais, de nouvelles opportunités de rayonner et de mettre en valeur tout leur savoir-faire dans les domaines hautement porteurs. Tous ces exemples nous rappellent que les possibilités sont immenses pour renforcer davantage la francophonie économique sur tous les continents.

En somme, la coopération bilatérale doit mettre de l'avant un savant mélange entre opportunités d'affaires sur le territoire africain, continuité des initiatives en termes de formation (étudiants

<sup>7</sup> Hormis le CPQ, on compte notamment parmi la délégation québécoise Investissement Québec International, Premier Tech Aqua, Québec International, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et la Fédération des chambres de commerce du Québec.).

<sup>8</sup> C'est-à-dire ceux que la Banque mondiale qualifie de pays à revenu intermédiaire (RNB par habitant entre 1 036 \$US et 12 535 \$US en 2020) et qui ont un secteur privé plus important

internationaux), et facilité l'immigration temporaire, tout en appuyant l'installation permanente des temporaires qui le souhaite.

### **Le réseau communautaire au service du capital humain**

En fait, la migration des compétences présente, de toutes les formes de migration, celle qui a le plus de potentiels pour impulser la migration circulaire. Car les compétences accumulées favoriseraient le retour. Gary Becker (prix Nobel d'économie en 1992)<sup>9</sup> avait très tôt remarqué que ce ne sont pas les moins instruits qui migrent. La migration a toujours été plus accessible aux jeunes adultes instruits.

Au début du projet migratoire, ces jeunes prennent en considération les multiples coûts de la migration. Il y a le coût du voyage, il y a le coût du manque à gagner pendant qu'ils prospectent pour trouver un emploi et un logement, il y a le coût d'apprentissage de la langue (le français québécois), les coûts d'apprentissage des codes culturels, et aussi le coût psychologique impliqué par la rupture des attaches familiales, amicales, etc. Le rendement net de la migration va varier en fonction de tous ces paramètres, mais aussi de l'horizon temporel que se fait le migrant. S'il attend un rendement immédiat ou un rendement à terme, à la limite, est-ce qu'il se sacrifie pour que ce soit ses enfants qui profitent des gains de la migration.

Selon la théorie du capital humain, nous ne pouvons considérer les personnes immigrantes comme de simples ressources humaines, mais plutôt les considérer comme des êtres à part entière avec un capital. Le capital humain serait le résultat d'un investissement qui requiert du temps, qui nécessite un entretien soutenu. Le capital humain peut s'acquérir par l'éducation en milieu scolaire, par apprentissage sur le tas, par la santé, la migration, et l'accès à l'information. S'instruire, se soigner, se former, sont des investissements en capital humain, sans oublier que migrer est une forme majeure d'investissement en capital humain, car migrer c'est se mettre en quête d'un nouveau marché pour l'emploi, développer ses compétences, etc.

Toutefois, le capital humain n'est pas toujours transportable. Entre la société de départ et la société de destination, il y peut y avoir des problèmes de reconnaissance (compétence acquise) et d'homologation (ordre professionnel). À ce titre, le premier gouvernement à avoir pris le problème au sérieux de la reconnaissance des diplômes étrangers c'est le Canada qui mène des actions concertées sur ce sujet. Dans son récent rapport intitulé « Les 10 mesures pour la pénurie de main-d'œuvre », le Conseil du Patronat inclut la formation, l'immigration et la reconnaissance des acquis et des compétences des immigrants.

Un même capital humain peut donc selon les destinations obtenir un rendement supérieur à celui observé au pays d'origine, égal ou inférieur. C'est ici une information importante à collecter par le candidat à l'immigration ; d'estimer si son capital humain, ses ressources, sa force de travail, ses compétences, son ensemble de connaissances linguistiques, aura une valeur reconnue ou pas sur le marché du pays de destination.

Cela dit, il nous apparaît important de mentionner que l'information détenue par les futurs migrants est une information imparfaite. La preuve c'est qu'elle a un coût cette information. Il nous faut donc introduire les notions d'incertitude et de risque pour bien comprendre les choix des personnes qui ont le projet de migrer. Contrairement à ce qu'avancent les théories économiques néo-classiques des migrations, le candidat à l'immigration n'est pas qu'un être rationnel faisant un

---

<sup>9</sup> Becker, Gary S., *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education* (1964). University of Illinois

calcul coût/bénéfice pour s'orienter et faire des choix. L'immigration est une opération hautement risquée. D'ailleurs il n'est pas anodin de mentionner que le futur de l'entrepreneuriat au Québec sera porté par ce que nous pouvons appeler les « Migrantpreneurs ». En fait, l'immigration possède de grandes similitudes avec un projet entrepreneurial : la prise de risque, la volonté de réussir et de s'intégrer, la capacité d'adaptation et de gestion de situations inconnues. Selon l'Indice Entrepreneurial Québécois, c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les personnes immigrantes ont souvent une plus forte propension à se lancer en affaires que les Québécois natifs. En considérant que le désir entrepreneurial des Québécois est à la baisse depuis quelques années, l'apport des personnes immigrantes dans la performance entrepreneuriale du Québec est ainsi essentiel.

Notons toutefois que les migrants vont développer des stratégies pour réduire l'incertitude et pour alléger le coût de l'information. Pendant longtemps le coût principal de l'immigration était le transport, mais de nos jours c'est le coût de l'information qui devient décisif (zone intégration = fiabilité de l'information). Car même si les nouvelles technologies contribuent à réduire considérablement le coût de l'information, en contrepartie, les migrants doivent payer le coût de la désinformation sur les moteurs de recherche. C'est-à-dire que l'information véhiculée par les TI n'est pas toujours crédible. Les nouvelles technologies amènent une démocratisation de l'information, mais l'information transmise est imparfaite et s'apparente parfois à de la désinformation (par exemple : opportunité d'emploi et de logement, etc.). Ce processus a un coût humain pour le migrant et pour la société d'accueil. Dans ce contexte, une organisation comme la nôtre (ALPA) a une responsabilité envers les migrants (autant au pays de départ que de destinations). Actuellement, 90 000 personnes avec un certificat de sélection du Québec (CSQ) sont en attente de leur résidence permanente au pays d'origine. Avec le risque que la motivation du projet initiale diminue. C'est bien connu, dans l'attente prolonger les personnes finissent par se décourager.

Fort de 35 ans d'activités, ALPA est une organisation en croissance qui s'est donné comme mission d'offrir des services personnalisés d'intégration, de francisation et d'aide à l'emploi aux personnes immigrantes. Pour ce faire, ALPA propose une approche basée sur un continuum de services personnalisés permettant de répondre aux besoins des personnes immigrantes à tout moment de leur parcours d'immigration. L'organisme intervient dans plusieurs volets : accueil/intégration, francisation, employabilité et régionalisation. Nous accompagnons chaque année 4 000 personnes immigrantes dans leur parcours d'intégration à la société québécoise. La diversité des profils de notre équipe, bien souvent atypique, en fait une richesse précieuse permettant le croisement des points de vue, enrichissant le dialogue et les réponses apportées aux problématiques collectives.

Le Québec a la chance d'avoir un réseau communautaire le plus étendu du monde. Un réseau unique, financé par l'État, et qui offre un ensemble de services gratuits à la population. Le drame, c'est qu'il est méconnu de la plupart des étrangers. Nous devons accroître notre visibilité comme acteur de premier plan auprès des populations immigrantes. Comme tous les moments de crises, la pandémie a mis en lumière l'importance de ces services communautaires. Malgré les difficultés, les organismes ont su adapter leur offre pour maintenir leur soutien à la clientèle. Ils sont un service essentiel et complémentaire aux autres secteurs d'activités de la société. Convaincus que le dynamisme de la francophonie ne dépend pas seulement des institutions internationales, et que les organismes communautaires (OBNL) doivent y prendre part, nous proposons l'idée d'une francophonie polycentrique, unie et diverse. Après tout, ces deux questions du réseau professionnel et de la mobilité ouverte essaient de faire face aux exigences du monde d'aujourd'hui, un monde

globalisé où le concept même de frontière évolue et où les économies fragilisées de part et d'autre ont tout intérêt à collaborer. Je finirais en citant une fois de plus Gille Vigneault ; dans sa chanson « Les gens de mon pays », il nous dit :

De mon grand pays solitaire  
Je crie avant que de me taire  
À tous les hommes de la terre  
Ma maison c'est votre maison  
Entre mes quatre murs de glace  
Je mets mon temps et mon espace  
À préparer le feu, la place  
Pour les humains de l'horizon  
Et les humains sont de ma race

Depuis 37 ans, ALPA est là pour préparer le feu, pour accueillir et accompagner les migrants des quatre coins du monde. ALPA est aujourd'hui résolument tourné vers la francophonie, en toute solidarité.